

## **Discours d'orientation prononcé le 30 octobre 1969 par le Président Houari BOUMEDIENNE, devant les cadres de la Nation.**

Chers frères cadres de la nation,

Avant de prendre la parole, et puisque nous sommes à la veille de célébrer le quinzième anniversaire de notre Révolution, je voudrais que nous observions tous ensemble une minute de recueillement à la mémoire de nos glorieux martyrs.

C'est pour moi un honneur, chers frères, de me trouver une nouvelle fois parmi vous, afin que nous procédions ensemble, comme nous avons coutume de le faire chaque année, à un bilan de nos réalisations, des progrès accomplis par la Révolution et par le pays, et afin que nous définissions les objectifs et les tâches qu'il reste à mener à bien au cours des prochaines années.

Selon une habitude désormais bien établie, tous les cadres de la nation, aussi bien ceux du Parti et de son appareil que ceux de l'Etat, de l'armée, des secteurs de l'économie et de la culture et pour la première fois, les représentants du pays à l'extérieur, sont réunis aujourd'hui dans cette enceinte.

Ceci illustre éloquemment l'efficacité du nouveau style d'action inauguré par la direction révolutionnaire, dans le but de faire triompher la Révolution, d'assurer le bonheur à notre peuple et de réaliser les objectifs que nous a tracés la Révolution du 1<sup>er</sup> Novembre.

Une telle réunion, outre qu'elle nous permet d'évaluer l'activité individuelle et collective de nos cadres présente, de multiples avantages qui seront de plus en plus appréciés à l'avenir.

Vous savez, en effet, du fait que la grande majorité d'entre vous ont participé à l'action militante, soit avant et pendant la Révolution, soit à partir des premières années de l'indépendance, que la situation antérieure de notre pays avait établi des barrières artificielles entre les différents cadres.

Ce qui eut pour effet de les diviser et de diversifier leurs points de vue et leur appréciation des problèmes affrontés par la Révolution.

L'un des objectifs auxquels tend la réunion périodique des cadres, est précisément de leur fournir l'occasion, même annuelle, de se rencontrer pour mieux se connaître, pour renforcer davantage leur

cohésion et réaliser l'unité de points de vue nécessaire à la solution des problèmes d'édification qui se posent à chacun d'eux dans son action quotidienne.

En effet, sans la coordination dans le travail, sans l'engagement et l'unité de pensée dans l'approche des problèmes auxquels nous sommes confrontés, notre Révolution rencontrera toujours des difficultés qui peuvent être aussi grave que celles qu'elle a connues dans le passé.

Ces rencontres commencent d'ailleurs à porter leurs fruits, puisque nous sommes arrivés à nous débarrasser de certains maux anciens dont nous avons tous souffert, au même titre que la Nation et la Révolution.

L'existence des anciens clans était due à la division politique qui prévalait avant 1954, et aux situations nées des circonstances exceptionnelles de la guerre de libération, ainsi que des conjonctures attristantes vécues par notre pays au lendemain de l'indépendance, et des conflits qui en ont découlé et dont j'ai rappelé les grandes lignes à l'ouverture du Congrès des Anciens Moudjahidine.

Ces clans ont maintenant disparu ou sont en bonne voie de dissolution. Nous pouvons affirmer aujourd'hui à la veille des fêtes commémoratives du 15ème anniversaire de notre Révolution que nous sommes sur le point de former une génération de cadres liés par des idéaux et des objectifs communs, et guidés par l'impératif de l'édification de la Nation et de la recherche des meilleurs solutions aux problèmes rencontrés par le peuple algérien.

Vous avez tous vécu les années de confusion, de démagogie et d'anarchie, et vous avez connu l'instabilité et l'insécurité qui ont rendu impossible tout effort constructif en faveur des générations futures.

L'autorité de l'Etat a remplacé partout l'influence des individus et des groupes qui se caractérisaient par un esprit régionaliste, le népotisme sur le compte de la Révolution et de l'économie nationale. La stabilité, la sécurité et la sérénité ont atteint tous les cadres de l'Etat, du Parti et de la Nation, qui ont été délivrés de l'influence tyrannique exercée sur eux par des individus ou des groupes.

J'ai déjà eu l'occasion d'analyser ce problème devant vous, ici même, et j'ai dit textuellement qu'il appartenait au Pouvoir Révolutionnaire de libérer le cadre de l'hégémonie des groupes et des individus, et d'en faire un homme libre de toute influence et dont les droits et obligations seraient définis par des lois générales. Cela permettait aux volontés loyales et constructives et aux compétences créatrices de se manifester à travers le pays.

C'est la raison pour laquelle, nous avons ménagé à nos cadres l'occasion de se retrouver ensemble, leur conférence étant l'une des conditions essentielles de l'évolution du pays et de la réussite de la Révolution.

C'est donc ce sens précis que nous donnons à ces rencontres et que nous devons rappeler aujourd'hui, pour que chacun de nous s'efforce de s'intégrer harmonieusement, non dans le cadre restreint auquel il appartient, mais dans le cadre plus vaste de la nation, le cadre révolutionnaire.

Lorsque nous aurons éliminé toutes les séquelles du passé, nous pourrons dire que notre pays et notre Révolution sont assurés de l'une des conditions fondamentales de leur succès et de leur pérennité.

Le mérite en revient aux efforts déployés par le Pouvoir Révolutionnaire, à la suite de la transformation radicale intervenue dans notre pays, ce Pouvoir Révolutionnaire qui a œuvré avec sérieux et fermeté pour liquider les blocs régionaux et les particularismes locaux, et imposer partout l'autorité de l'Etat à la place des prépondérances exercées par des individus ou des groupes.

D'avoir étendu l'autorité de l'Etat à l'ensemble du pays nous a garanti l'une des conditions indispensables à tout travail constructif, à savoir l'instauration de la stabilité, de la sécurité et de la sérénité sur toute l'étendue du territoire.

Ce but est désormais atteint, puisque c'est sur cette base et selon ces principes que chacun œuvre aujourd'hui, libéré des contraintes imposées auparavant par les clans qui ont nui énormément à notre Révolution.

La réalisation de la stabilité à l'échelle des cadres, et, d'une manière générale, la promulgation des lois définissant les responsabilités et les devoirs de tous, constituaient une partie d'une vaste opération tendant à faire régner la sécurité et la tranquillité sur l'ensemble du territoire national.

Pour la première fois, notre pays connaît une situation sereine et propice à l'effort constructif.

Il peut apparaître à certains que ces propos ne font que répéter ce qui, déjà a été dit en maintes circonstances. Mais c'est bien à dessein que j'insiste là-dessus, car je considère que le facteur primordial d'un effort efficace en faveur de l'édification, réside dans l'établissement d'une sécurité et d'une parfaite stabilité dans le pays.

Aussi avons-nous pensé qu'avant d'édifier des usines et d'entreprendre d'autres réalisations nécessaires au développement et à la promotion de notre pays, il était impérieux de nous préoccuper des problèmes concernant l'unité nationale et de veiller à rétablir la sécurité et la confiance parmi nos populations.

Ce fut là l'objectif prioritaire que nous nous sommes attelé à réaliser avant d'aborder la tâche gigantesque que nous nous efforçons de réaliser tous ensemble.

Parallèlement à cette mission, nous avons procédé au cours des précédentes années, à une évaluation globale de la situation intérieure telle qu'elle apparaît dans tous les secteurs vitaux.

Nous avons mené cette opération, parce que nous étions convaincus que la Révolution se fonde avant tout sur l'action mûrement réfléchie qu'elle doit définir les objectifs précis qu'elle se propose d'atteindre, par des voies et des moyens clairement établis.

La Révolution ne peut se faire, selon nous, par l'adoption de décisions improvisées et spontanées, car la direction révolutionnaire rejette catégoriquement la théorie de l'action menée au jour et selon les circonstances.

Nous avons proclamé qu'il importait d'entreprendre une étude rigoureuse de notre situation et d'établir une liste aussi complète que possible des projets à réaliser en priorité.

Notre pays avait affronté, en effet, de graves difficultés sur tous les plans et il lui était, de ce fait impossible de faire face à tous les problèmes en même temps et de leur accorder la même attention et la même importance. Il nous fallait donc choisir, cerner les objectifs et les classer selon leur ordre d'importance et d'urgence.

Ce faisant, nous mettions un terme à la politique de la « fuite en avant » qui était en réalité une fuite devant les graves problèmes d'édification et de création. Mais nous ne voulions pas, pour autant, avoir droit aux compliments ni à la gratitude. Nous laissons à l'avenir et à l'Histoire, le soin de porter sur notre action un jugement objectif fondé sur les résultats.

Je pense que ces résultats n'ont pas déçu et qu'ils se sont imposés aussi bien aux citoyens convaincus et loyaux, qu'à ceux qui en doutaient encore. Les réalisations parlent d'elles-mêmes et n'ont nul besoin d'être rappelées dans nos discours.

J'ai évoqué les problèmes importants et essentiels que nous nous sommes préoccupés de résoudre, comme j'ai abordé également des sujets que chacun de vous connaît maintenant avec suffisamment de clarté, grâce à l'effort gigantesque d'explication et d'information que nous avons déployé à travers le pays, afin d'unifier nos idées et nos points de vue touchant aux questions fondamentales de notre devenir.

Parmi ces problèmes, certains ont trait à la politique, d'autres concernent la restructuration de l'Administration, l'organisation de l'Etat, les domaines culturel, social et économique.

Nous considérons que ce sont là, des problèmes vitaux, et c'est ce qui nous incite à leur accorder la priorité la plus absolue.

Pour ce qui est du Parti, nous pouvons dire que la refonte de ses structures s'est avérée très difficile et que la transformation de l'ancien FLN constitué par tous les éléments représentatifs de la Nation, en Parti d'avant-garde, a été une opération très délicate.

Cet effort a été rendu encore plus ardu, du fait de la situation que nous avons vécue immédiatement après l'indépendance et sur laquelle il est inutile de recourir.

La réorganisation du Parti n'est pas pour autant achevée à l'heure actuelle, car elle concerne en premier lieu les éléments importants du pays, à savoir ses cadres.

La base adaptée facilement aux nouvelles structures, car elle s'est rapidement convaincue que son intérêt coïncidait avec le succès de la Révolution.

Il n'y a pratiquement pas eu de problèmes de restructuration au niveau des travailleurs, des fellahs, ou des masses laborieuses en général. Là où les choses se sont avérées compliquées, c'est uniquement au niveau des cadres. Ce qui revient à dire que l'engagement révolutionnaire des cadres n'est pas aussi parfait que nous l'aurions souhaité. En d'autres termes, si l'adhésion a été unanime et totale à l'objectif de la libération, l'édification de l'Algérie socialiste et révolutionnaire a suscité et suscite encore auprès des cadres, des opinions contradictoires.

Ajoutons à cela, que le vide inquiétant auquel notre pays s'est trouvé confronté au lendemain de l'indépendance, a astreint la majeure partie des cadres responsables capables de réfléchir, d'orienter et d'éduquer, à se concentrer sur l'accomplissement des tâches quotidiennes de gestion. Ce qui n'a pas facilité, on s'en doute, la formation de dirigeants politiques aptes à la production intellectuelle, en même temps qu'à la direction et à l'orientation politique.

Ce fut là, l'un des points de faiblesse et de difficultés qui ont retardé la réorganisation du F.L.N.

Il faut signaler, dans ce même contexte, un autre aspect négatif, à savoir le penchant assez répandu et consistant à rechercher le travail facile. Car, en tant que militants, vous savez tous combien l'action militante est difficile, la somme de sacrifices et de servitudes qu'elle exige, et dont l'individu ou le fonctionnaire normal sont le plus souvent incapables.

Cette particularité, la recherche d'un effort facile et d'une vie réglée et calme, telle qu'en offre la fonction bureaucratique, par exemple, a rendu difficile la restructuration du Parti

Nous n'avons pas éprouvé de difficultés majeures pour réorganiser l'A.L.N. qui fut pourtant la plus grande, sinon la seule force véritable du pays, durant et après la guerre de libération, une force constituée par un grand nombre d'Algériens armés et organisés. Nous l'avons réorganisée avec succès, en dépit de certains problèmes vite résolus, et nous pouvons dire que ce secteur aborde aujourd'hui une nouvelle étape de son édification. Pendant ce temps, la réorganisation du Parti continue de piétiner.

Nous pensons que le moment est venu d'accorder à ce problème préoccupant toute l'attention qu'il requiert, maintenant que nous avons résolu les problèmes relativement simples, tels que l'instauration de la sécurité et de la stabilité.

Rappelons tout d'abord que l'un des griefs formulés contre l'ancienne organisation du Parti, était que celle-ci reposait sur des décisions émanant du sommet. Afin de remédier à cela et pour répondre aux vœux exprimés, nous avons préconisé et mis en application le principe du retour à la base.

L'application sur le terrain de cette démocratisation nécessaire, nous a révélé — lorsqu'il s'est agi de recenser les militants avant d'aborder le stade des élections à tous les niveaux — que ceux qui avaient demandé leur adhésion ou leur réadhésion au Parti, étaient issus, dans leur écrasante majorité des classes laborieuses, fellahs et travailleurs. La proportion des cadres ayant présenté leur demande d'adhésion était infime.

Ces vérités doivent être dites et loyalement exposées aujourd'hui à tous les cadres, et à tous ceux qui sont les premiers concernés. J'excepterai cependant les cadres de l'A.N.P. qui ont été et qui demeurent à l'avant-garde de la lutte et dont la situation présente des particularités évidentes.

Je les excepte donc, pour mieux clarifier les choses et parce que l'organisation du Parti au niveau de l'armée reste soumise à des considérations spécifiques.

Est-ce à dire que les cadres nationaux ont subi une mutation paradoxale, qui, de militants qu'ils étaient, en a fait des non-militants ? La réponse est certes non, puisque les Algériens ont été formés à l'épreuve d'une lutte qui s'est prolongée durant de nombreuses décennies, et avec laquelle il est temps que les cadres responsables reprennent le contact.

Est-ce à dire alors que les cadres sont contre la Révolution ? La question ne se pose même pas, puisque se sont ces mêmes cadres qui accomplissent les tâches quotidiennes, les tâches révolutionnaires dans tous les domaines et à tous les niveaux.

Avons-nous, au surplus, des problèmes avec les cadres ? Je pense que bien au contraire, nous avons remporté la bataille de la confiance aussi bien au niveau des cadres qu'au niveau du peuple.

Force nous est donc de rechercher ailleurs le secret de cette anomalie. Disons tout de suite que la préoccupation accordée aux tâches quotidiennes, telle l'édification des usines, des écoles et autres rouages vitaux, si elle est louable et nécessaire, ne saurait être suffisante. Les liens administratifs seuls ne répondent pas aux exigences de la Révolution. Un autre lien doit nous unifier, le lien politique. Nous devons nous rencontrer et nous rassembler autour d'objectifs clairement définis, et sur la base d'une politique précise qui doit engager chacun d'entre nous.

Je ne prétends pas non plus que nos cadres éprouvent un quelconque complexe de supériorité à l'égard des fellahs ou de la base populaire.

Tout ce que je puis affirmer, c'est que les conditions que nous avons vécues et les soucis du labeur quotidien nous ont conduits à ce résultat qui représente la conclusion de notre action visant à la réorganisation du Parti : il faut que tous les cadres politiques militants s'intègrent dans les rangs du Parti d'avant-garde.

Car je ne pense pas, malgré les insuffisances de notre Parti, qu'il y ait des esprits supérieurs et plus vastes que le Front de Libération Nationale. C'est là une vérité historique vécue par nous tous et corroborée par le fait que par-delà le changement ou la disparition de personnes ou de groupes de la scène politique, le Parti d'avant-garde qui a permis au peuple algérien de triompher, est toujours là, et qu'il n'a pas cessé de poursuivre sa mission et de se renforcer.

Les éléments qui adhèrent au Parti deviendront des militants actifs, tout en continuant à assurer leur tâche quotidienne.

Quant à ceux qui persisteront à refuser cette adhésion et préféreront rester inorganisés, ils seront, en toute logique, reniés par le Parti.

J'attire donc l'attention de nos frères cadres sur cette importante question.

Nous n'émettons pas de jugement, mais, nous constatons simplement une situation dont nous avons la responsabilité, au même titre que les cadres, et nous pouvons, d'ores et déjà, annoncer que nous nous efforçons de réunir les conditions objectives qui feront obligation à tout cadre militant d'activer dans les rangs du Front de Libération Nationale.

Nous ne manquerons pas à l'avenir de nous trouver confrontés à cette vérité. Nous avons souligné dans tous les textes politiques qu'un jour viendra où ne demeureront plus dans les organes vitaux et directionnels que les militants révolutionnaires et engagés.

Un jour viendra, aussi, où l'arabisation sera totale, et où la langue nationale sera souveraine dans ce pays.

Si nous n'avons pas donné jusqu'à présent l'importance voulue à ce problème, ce n'est point par négligence de notre part à l'égard de la Révolution et du peuple.

Cela s'insère dans le cadre d'une politique dont l'un des traits consiste à laisser aux choses le temps de se décanter et à permettre à tous les citoyens d'assumer des responsabilités jusqu'au jour où tout se clarifie en fonction des seuls critères révolutionnaires. C'est précisément cette phase que nous abordons aujourd'hui.

Une autre considération nous a porté à imposer ce principe qui existe d'ailleurs dans tout pays révolutionnaire, à savoir qu'une révolution qui ne se protège pas en confiant les responsabilités essentielles de tous les appareils à ses fils loyaux, engagés et convaincus, devra s'attendre à subir inéluctablement un jour ou l'autre, un grave revers,

qui lui sera infligé du-dedans plutôt que du-dehors. Nous connaissons, parfaitement cette vérité, mais le manque de cadres ne nous a pas permis de trancher cette question de façon radicale. Ce manque de cadres, au demeurant, n'est pas éternel, une génération est en train de se former, jour après jour.

Le problème ne manquera donc pas d'être posé, le moment venu, au niveau de la Direction comme de toute la Nation.

A ceux qui manquent d'engagement et ne défendent la politique du pays ni ouvertement ni en secret, je dirai simplement : vous avez le droit de travailler, mais pas au niveau de directions vitales où les responsabilités ne seront assumées que par les citoyens remplissant les conditions requises.

Cette mise au point est destinée à dégager les conditions et le climat indispensables devant permettre aux cadres militants de prendre la place qui leur revient et de remplir le rôle primordial qui leur échoit.

C'est sur le principe du retour à la base et de la refonte des structures du Parti que différents Congrès se sont déjà tenus, Congrès de l'U.N.F.A., de l'U.G.T.A. et enfin, le Congrès des Anciens Moudjahidine dont les travaux prendront fin incessamment.

Reste la jeunesse dont nous avons fixé la réorganisation au cours de l'année 1970. Celle-ci verra la reconstruction des jeunes aussi bien ceux de la J.F.L.N., que les scouts et les étudiants, dans le cadre du Parti.

Les précédents Congrès des différentes organisations de masse, les élections au sein du Parti, et, d'une manière générale, sa réorganisation, sont autant de préparatifs à la tenue du Congrès national du F.L.N., Congrès qui aura lieu dès que les conditions nécessaires se trouveront réunies.

Certains n'ont pas manqué de se poser des questions à propos de ce Congrès. Mais il nous a déjà été donné de dire qu'il nous fallait procéder sans précipitation, d'autant qu'un premier Congrès a déjà eu lieu et qu'il n'a été suivi d'aucun résultat concret.

Réunir un Congrès constitué par quatre cents ou cinq cents cadres n'aurait pas été une tâche au dessus de nos moyens, et si nous ne l'avons pas fait jusqu'à maintenant, c'est que les conditions ne s'y prêtent pas encore. Tant qu'elles ne sont pas toutes réunies, tout édifice que nous échafauderons sera fatalement imparfait car nous considérons que le Congrès du Parti doit être le dernier acte de l'opération de réorganisation entreprise de la base au sommet.

Voilà ce que j'avais à dire en ce qui concerne le Parti, et je souhaite que mon propos trouve auprès de vous l'écho favorable qu'il mérite, ceci dans l'intérêt général de la Révolution.



Si nous tournons maintenant nos regards vers ce qui a été accompli sur le plan de l'édification de l'Etat, nous constatons que nombreuses sont les étapes qui ont été franchies dans ce domaine. Elles l'ont été sur des bases nouvelles, révolutionnaires et socialistes, et selon les principes de démocratie et de décentralisation qui sont devenus des réalités authentiques et indéniabes. Près de 700 Assemblées Populaires Communales ont été élues à travers le pays, en vertu de critères démocratiques et jouissent des attributions et prérogatives les plus vastes.

Au cours de cette année, le peuple a élu également quinze assemblées de Wilayate, dont les attributions étendues vous sont connues. Une fois mises en application, ces attributions auront une grande influence sur l'avenir de notre pays.

Sur le plan de la législation, nous avons déployé de gros efforts pour élaborer des codes adaptés à nos traditions et à nos options, contrairement à la décision prise le 31 décembre 1962, par l'autorité de l'époque, et reconduisant purement et simplement la législation des textes ayant trait à la souveraineté nationale.

Ce fut là une décision parmi les plus graves, car elle portait en elle les germes d'un étouffement certain de notre Révolution.

Ces lois antérieures s'inspirent toutes, en effet, d'une philosophie colonialiste et la première préoccupation d'un gouvernement responsable et lucide aurait été l'élaboration de codes nouveaux devant fournir à notre révolution les textes de lois nécessaires à sa sauvegarde.

Si nous n'avons pas, pour notre part, achevé la tâche que nous avons entreprise sur ce plan précis, nous n'en avons pas moins franchi des étapes importantes dans cette voie grâce aux transformations radicales et aux mutations évidentes intervenues au sein de notre société, nous avons pu nous libérer, dans une large mesure, d'une législation archaïque.

Nous citerons à titre d'exemple l'adoption du statut des fonctionnaires et des cadres de la Fonction Publique, statut qui a coûté à l'Etat et au peuple des efforts assez importants.

Il ne nous reste plus maintenant qu'à procéder à la refonte des appareils de l'administration centrale, pour créer des rouages nouveaux adaptés à nos options d'une part, et aux principes de démocratisation et de décentralisation, d'autre part.

C'est là une opération dont nous commencerons la réalisation dès l'année prochaine. Elle constituera le couronnement de l'édifice nouveau, dont la base représentée par la commune, et le milieu se situant dans la Wilaya, sont déjà en place.

Le simple fait d'entrer dans la phase d'une transformation radicale de l'administration centrale, signifiera que nous aurons atteint l'étape ultime de l'édification de notre Etat.

L'Etat n'est pas pour autant et uniquement cet ensemble d'appareils administratifs, qui n'en sont en réalité que les supports essentiels. D'autres rouages concourent à compléter l'édifice étatique, dont les forces de sécurité chargées de la protection quotidienne des personnes et des biens. C'est à la vigilance de ces forces de sécurité composées uniquement d'Algériens que nous avons pu réaliser bon nombre d'objections déjà citées.

L'édification de l'Etat, au sens le plus large du terme, postule donc, en même temps, la constitution d'une force armée. Cette opération se poursuit selon nos prévisions. L'armée des fellahs et des travailleurs, l'armée des pauvres se transforme chaque jour davantage en une armée moderne dotée des moyens techniques les plus récents et forte de dizaines, sinon de centaines d'ingénieurs et de techniciens. Pour être menée en silence, sans tapage, ni vaine publicité, cette action ne nous a pas moins donné des satisfactions à la mesure de nos efforts.

Grâce à la volonté et à l'abnégation de ses cadres, notre armée a pu effectuer sa transformation qui a été pourtant, l'une des plus difficiles et des plus délicates jamais entreprises dans notre pays. Elle est entrée maintenant dans la phase définitive de son édification, parallèlement à sa participation à la bataille quotidienne d'édification aux côtés des travailleurs, des fellahs et des masses rurales.

Cette année également, notre armée a atteint l'objectif que s'était assigné la Révolution. Il s'agit de l'application du Service National dont nous avons parlé au cours de nos précédentes réunions.

C'est maintenant une réalité vivante plus qu'avant la fin de cette année, près de vingt mille jeunes Algériens seront incorporés. Vous n'ignorez pas que l'enrôlement, l'organisation et l'éducation de vingt mille jeunes en un laps de temps aussi court ne peuvent être menés à bien que par une armée révolutionnaire, une armée militante.

Parallèlement à ce grand nombre de jeunes et sur la base de l'application du Service National, il a été décidé l'incorporation à partir du 4 novembre prochain de tous les étudiants qui ont terminé leurs études universitaires. C'est la première fois qu'une décision d'une telle importance est prise et je ne doute pas que son application aura une profonde répercussion sur l'avenir de nos jeunes.

Pour ce qui est de l'édification de l'Etat, elle ne concernera pas uniquement l'intérieur, mais englobera également notre représentation à l'extérieur. Il m'a été donné de fixer au cours d'une récente allocution, les grandes lignes de notre politique extérieure. Mes propos ont peut-être été fermes par rapport à nos frères ambassadeurs, cela est dû uniquement à mon habitude de parler avec franchise qui n'a pour but que l'intérêt général du pays.

En insistant auprès de nos frères ambassadeurs sur la nécessité de lier notre activité sur le plan externe à ce que nous entreprenons sur le plan interne, cela voulait dire tout simplement que notre action doit suivre une seule ligne. Et leur présence aux côtés des cadres de la

Nation, leur contact avec ceux-ci ainsi qu'avec les fonctionnaires des différents ministères, des walis, des chefs de daïra, des officiers, des responsables, des militants et des représentants des anciens moudjahidine ne peuvent que renforcer cette action. Nous devons entreprendre une véritable Révolution dans notre action sur le plan externe après l'avoir entreprise sur le plan interne où nous avons entre autres organisé les wilayate, procédé à l'installation de leurs assemblées respectives, et, dans un proche avenir, de leurs conseils exécutifs.

A ce propos, nous annonçons aux walis, ainsi qu'aux chefs de daïrate que leur mouvement dans ce corps est nécessaire. Ils occuperont d'autres postes, iront dans d'autres wilayate ou assumeront d'autres responsabilités.

Cela est vrai également pour ce qui est du secteur économique, car il est temps d'établir également un bilan critique des activités des chefs d'entreprises. Nous leur avons confié des responsabilités en plaçant toute notre confiance en eux avec, il est vrai, des moyens de contrôle insuffisants. Les mesures qui seront prises en ce domaine ne relèveront que de la stricte objectivité et sur la base des résultats obtenus.

Nous établirons ainsi, comme pour le corps diplomatique, la juste appréciation de l'activité de chaque responsable dans le secteur économique.

Si cette activité est concrétisée par des résultats positifs, l'intéressé se verra accorder une plus grande responsabilité.

Cette responsabilité sera au contraire retirée à celui dont l'activité se soldera par des résultats négatifs.

Cela est d'autant plus impérieux que le cadre doit remplir deux conditions : l'engagement total avec la compétence et l'intérêt porté à la chose publique. Car l'engagement sans la compétence ne suffit pas. Le contraire est aussi vrai.

Tel est l'effort entrepris dans la politique que nous menons tant sur le plan intérieur que sur le plan extérieur. Politique qui a pour fondement le principe de ne compter que sur soi-même.

Dans ce contexte, il faut également que la coopération étrangère soit fondée sur l'intérêt mutuel des partenaires afin qu'elle soit authentique et continue.

De ce fait nous ne saurions habituer notre peuple à compter sur autrui, ni sur le hasard.

Pour ce qui est des problèmes de l'éducation, je répéterais ce que j'ai dit au cours de précédentes réunions, à savoir que notre politique accorde comme par le passé la priorité absolue à l'enseignement, ainsi qu'à la formation des cadres.

La solution de tels problèmes demeure d'ailleurs au centre des préoccupations du pays qui ne ménage aucun effort en ce sens. Vous n'ignorez pas que près de deux millions d'enfants ont été scolarisés cette année et que près de six mille classes ont été construites ou sont sur le point d'être achevées.

Grâce à cet effort, il a été possible à la majorité des enfants nés au moment de l'indépendance d'avoir accès à l'école algérienne, l'école de la Révolution.

Quelque cinquante établissements secondaires ont été construits ou sont en voie d'achèvement grâce également aux louables efforts déployés par les wilayate en ce sens.

A ce propos, il m'a été donné de constater dans la wilaya de Tizi Ouzou qu'un établissement secondaire pour 1.500 élèves pouvait être édifié en une seule année, alors que précédemment, la construction d'un lycée d'une ampleur durait près de quatre ans.

A la faveur de ce changement radical, la Révolution entre dans une nouvelle phase.

Par ailleurs, l'Université d'Oran a déjà vu le jour et nous avons mis en chantier celle de Constantine qui pourra abriter près de dix mille étudiants de l'Est algérien.

Il ne vous échappe pas non plus que pour ce qui est de l'Université d'Alger, nous avons entrepris l'élargissement des locaux, devenus exigus, et nous allons procéder à la construction des Facultés de Médecine et des Sciences ainsi que d'Instituts de technologie.

Nous avons procédé également à la distribution de 600.000 trousseaux aux élèves nécessiteux, de 100.000 bourses d'études réparties entre l'enseignement secondaire et supérieur, en vue de donner un contenu réel à la démocratisation de l'enseignement. Tous ces efforts considérables consentis sur le plan national n'ont d'autre but que celui de former l'Algérien de demain. Notre action dans le domaine de l'enseignement et de l'éducation n'a point d'autre signification.

Quant à la réforme de l'enseignement, seul le temps nous a fait défaut pour installer officiellement la Commission Nationale qui se penchera sur ce problème ; les textes définissant ses tâches sont déjà prêts.

Parallèlement au règlement de telles questions, nous nous sommes attelés à celles relevant du domaine social. Nous avons dû faire face ces dernières années, aux problèmes des Anciens moudjahidine des veuves, des orphelins et des invalides de la guerre de libération. J'ai d'ailleurs évoqué tous ces problèmes à l'ouverture du Congrès des Anciens moudjahidine, problèmes qui sont aujourd'hui en passe d'être réglés définitivement et ne revêtent plus, à notre sens, le caractère de priorité qu'ils avaient auparavant.

L'un des buts que nous nous sommes également assignés, sur le plan social et culturel, touche à l'information.

Il s'agit de l'extension du réseau de télévision qui dans un proche avenir touchera l'ensemble de la partie Nord du pays. Le programme diffusé à Alger paraîtra aussi bien sur le récepteur des téléspectateurs de la Calle, de Ghazaouet, de Mécheria ou de Djelfa.

Parmi nos objectifs essentiels, nous n'omettrons pas de citer la restauration de notre patrimoine national d'une part, et la pérennité de la Révolution populaire, d'autre part. Ici, j'ouvre une parenthèse pour adresser en votre nom à tous un pressant appel à tous ceux qui dans notre pays font métier d'hommes de lettres, d'écrivains, de musiciens, compositeurs, de sculpteurs, de peintres, d'hommes de théâtre, etc... pour qu'ils engagent dès maintenant le combat en vue de faire revivre notre passé et plus particulièrement tout ce qui contribuera à la restauration et l'affermissement de notre personnalité, à la pérennité de notre glorieuse Révolution, celle des millions de martyrs.

Dans un autre domaine, celui des Finances, je rappellerai en quelques mots que la situation financière du pays est non seulement assainie mais qu'elle est en constante amélioration, grâce aux efforts entrepris par le Pouvoir Révolutionnaire ; grâce aussi à de nouvelles unités de production et à la politique d'austérité tant soit peu suivie, nous avons pu consolider cette situation financière qui ne manquera pas d'avoir son impact que sur nos rapports avec l'extérieur.

Cette amélioration nous a permis de poursuivre une politique de développement à grande échelle par l'importation de tous les équipements dont le pays a besoin.

Qu'il me soit permis, dans ce contexte, de citer quelques chiffres et de rappeler que le budget de fonctionnement et d'équipement n'atteint pas moins cette année mille milliards, ce qui est à mon sens très important et constitue un grand pas dans ce secteur vital.

Là encore, les chiffres parlent d'eux-mêmes et nous dispensent, s'agissant notamment de problèmes financiers, d'autres commentaires.

En ce domaine également un strict contrôle. Aussi nous demandons à tous ceux qui de près ou de loin touchent aux finances d'œuvrer pour la sauvegarde des deniers de l'Etat et du peuple. Nous avons été amené, à ce propos à créer un système de contrôle, peut-être est-il encore faible mais il ira en se renforçant avec le temps.

Par ailleurs, j'ai déjà abordé avec force détails le secteur de l'Industrie en faveur duquel nous avons consenti des efforts gigantesques. Je me contenterais de rappeler simplement aujourd'hui qu'au cours de ces dernières années, plus particulièrement en 1968 et en 1969 et grâce aux décisions adoptées dans ce domaine, nous avons pu créer une base industrielle complète. Avant le prochain anniversaire du sursaut du 19 juin, cette opération sera menée à bien et les différents projets, à quelques rares exceptions seront réalisés.

Le pays a donc mis sur pied une base solide d'industrialisation, malgré tous les obstacles auxquels nous avons dû faire face les premiers temps et en dépit des critiques faites à notre politique tant sur le plan intérieur que sur le plan extérieur.

Sur le plan intérieur par exemple, on a insinué qu'il n'était pas nécessaire d'implanter certaines industries telles que l'industrie métallurgique. On nous a également demandé pourquoi nous consacrons des sommes aussi importantes à la construction du complexe d'El Hadjar dont la production annuelle atteindra dans un premier stade 400.000 tonnes d'acier. A quoi allons-nous employer cette quantité de métal sans commune mesure avec nos besoins ? Je vous fais grâce d'autres arguments spéciaux qu'on nous fit entendre à l'extérieur.

Cependant une étude élémentaire de nos besoins devait nous révéler que la consommation nationale en fonte dépassait de beaucoup 400.000 tonnes. Aussi avons-nous décidé la construction d'un autre complexe dont la production dépasserait 1.200.000 tonnes par an. Nous sommes responsables de cette politique et l'avenir nous jugera. Nous ne doutons pas, du reste, que ce jugement soit favorable au progrès et à l'émancipation.

C'est la première fois cette année que nous produisons de la fonte, et nos exportations atteindront à la fin de cette année 190.000 tonnes, pour s'élever à la fin de l'année prochaine à 400.000 tonnes. Ce qui contribuera à consolider les bases industrielles auxquelles j'ai fait allusion précédemment.

Parallèlement à cela, il importait de produire des moteurs et c'est ce à quoi nous nous sommes attelés actuellement.

Chacun de vous aura pu constater dans ses déplacements à travers les régions où sont implantés des usines ou des chantiers de travaux, à Batna, Annaba, Skikda, Tizi-Ouzou, Arzew, ou Mostaganem, l'activité fébrile qui y règne à tous les échelons et la rapidité avec laquelle s'édifie l'industrialisation de notre pays.

Le manque actuel de matériaux de construction témoigne clairement de l'ampleur des efforts déployés à l'échelle nationale afin de consolider cette base industrielle.

Nous avons dit un jour que l'Algérie devait se transformer tout entière en un immense chantier, pour hâter notre industrialisation. Nous avons fait bénéficier celle-ci de mesures socialistes qui ont mis fin à tous les intérêts étrangers implantés sur notre territoire, comme nous avons libéré également les secteurs qui dépendaient de l'étranger, car cette opération était nécessaire pour permettre cet élan décisif.

En effet, notre action devait être étayée par un ensemble de mesures complémentaires, telles que la liquidation de l'exploitation étrangère. Nous avons donc pu nous élancer sur des bases socialistes vers l'édification de notre économie. Tous les rouages clés sont

aujourd'hui contrôlés par l'Etat et les travailleurs. Ce qui ne signifie pas qu'il y ait plus place à l'investissement du capital extérieur dans ce pays.

Je pense d'ailleurs que ce capital, après une bataille qui a duré des années, a enfin compris que l'Algérie d'aujourd'hui ne se prête plus à l'exploitation et que, par conséquent, il ne lui est plus possible d'y réaliser des profits, sauf dans les limites que lui assigne l'Etat algérien.

Quant au capital privé national, je crois qu'il commence à investir dans des projets rentables. Tout ce que nous lui demandons c'est d'être, dans la mesure du possible, en harmonie avec la politique du pays et de ne pas tenter de gêner la réalisation des projets de l'Etat.

Pour ce qui est du secteur des hydrocarbures, j'ai déjà eu l'occasion de l'évoquer pour signaler que notre production pétrolière accusait une croissance annuelle de 9 à 10 pour cent.

Dans le secteur minier, il est intéressant de noter ici la génération de la recherche minière puisque nous venons d'entreprendre une vaste opération englobant les différentes régions du pays.

Il est un autre sujet que nous n'ignorez pas, je veux parler de l'effort consenti pour que notre peuple tire profit des richesses de son pays notamment de ses richesses énergétiques car il est non seulement équitable mais nécessaire que toutes les villes et villages algériens consomment dans un jour proche une partie de la production de gaz naturel dont le prix de revient est maintenant accessible à tous. L'arrivée du gaz dans les demeures et son utilisation est en soi une grande révolution sociale.

En ce qui concerne l'électrification générale du pays un projet est en cours pour amener le courant dans 600 villages.

Un autre problème est également très débattu ces derniers temps. Il s'agit de l'agriculture et plus particulièrement les questions relatives à la commercialisation et la mise en application de la réforme agraire.

En effet, mis à part le problème de l'autogestion qui a beaucoup perdu de son acuité du fait même de la mise en application des textes qui la régissent, du problème de mise en ordre dans les rouages de l'agriculture qui est en voie de règlement, la grande difficulté pour l'agriculture actuellement est l'organisation du circuit de commercialisation tant sur le plan interne que sur le plan externe. Car il est bien évident qu'un tel circuit aidera beaucoup à animer et augmenter la production.

Le ministère de l'Agriculture et de la Réforme agraire attache sur le plan interne une grande importance à l'organisation de la consommation comme il attache sur le plan externe la même importance à l'augmentation du volume des exportations par l'ouverture des exportations par l'ouverture de nouveaux marchés. Le ministère se préoccupe en outre de la formation des cadres, dont le secteur agricole a le plus

besoin, de même que la mise en valeur de nouvelles terres, aussi bien dans le nord que dans le sud du pays, ainsi que de la construction de nouveaux barrages et de l'aide à apporter au secteur traditionnel où les petits fellahs ont besoin d'une aide technique et financière de l'Etat.

Il est également un autre problème que j'ai évoqué l'année dernière : il s'agit de l'application de la réforme agraire. Certes, celle-ci n'est pas encore intervenue, ce qui a fourni le prétexte à certains d'émettre des critiques à notre égard, oubliant sciemment qu'il existe en Algérie trois millions d'hectares de terres autogérées et cinq cents coopératives agricoles. Cela constitue pourtant une véritable révolution dans le domaine agraire. Nous ne cachons pas qu'il y a en Algérie de grandes propriétés, qu'il est nécessaire de restreindre. Nous considérons de surcroît que la Révolution agraire est avant tout la transformation de nos campagnes, et que la réforme agraire ne consiste pas à s'approprier un arpent de terre, mais à réunir tous les moyens susceptibles d'assurer une vie meilleure à toutes les régions d'Algérie.

Lors de la dernière réunion tenue dans le cadre de l'examen des programmes spéciaux des Wilayate, nous avons décidé la restauration de plus de 200.000 hectares dans la Wilaya du Titteri. Ce programme sera appliqué avant même que ne soit promulguée la loi sur la Réforme agraire, et le projet en question sera réalisé sur la base des principes que j'ai déjà évoqués concernant la construction de nouveaux villages pilotes, de nouvelles routes et coopératives. Ce sont là, autant de mesures destinées à transformer totalement les campagnes algériennes par l'élévation du niveau de vie des masses populaires et le renforcement de la production nationale, ce qui permettra à l'Agriculture de participer efficacement au développement du pays.

Sur le même principe, et selon la même politique, un grand nombre de coopérative ont été créées dans le but de grouper des travailleurs qui étaient par le passé exploités par les grands propriétaires, et qui se voient désormais, grâce à l'aide du Pouvoir Révolutionnaire, être à même de travailler pour leur propre compte. Cette opération a déjà été mise en pratique.

Il ne reste donc que la mise en application de la loi sur la réforme agraire. Les textes sont prêts, et nous n'attendons que la fin de l'opération labours-semailles pour engager une discussion à ce sujet. Vous n'êtes pas sans savoir que c'est le temps qui nous fait défaut.

J'ai d'ailleurs moi-même eu à prendre la parole à quatre reprises depuis le 20 octobre, ce qui est beaucoup pour un responsable.

Mais il se trouve que nous avons un programme chargé, et c'est pourquoi me voici m'adressant à vous à l'occasion de la conférence des cadres de la Nation, après avoir pris la parole à la conférence des ambassadeurs, à la réunion du Conseil supérieur de la magistrature et au Congrès des Anciens Moudjahidine.



Passant de ces secteurs importants au secteur commercial, nous dirons qu'en ce qui concerne le commerce extérieur, il existe deux missions importantes à accomplir : la première consiste à contrôler le commerce extérieur, et la seconde à augmenter le volume des exportations par l'ouverture de nouveaux marchés dans tous les pays. Pour ce qui est du contrôle, cette mission a été menée à bien, et l'Etat a pu récupérer des sommes importantes.

Dans cet ordre d'idées, l'Office national pour la commercialisation a enregistré l'année dernière, des rentrées de l'ordre de 30 milliards.

Si nous redoublons d'efforts, ce revenu pourra atteindre 50 milliards, renforçant ainsi davantage notre économie.

Dans le domaine du commerce intérieur, force nous est de constater que ce marché n'a pu être organisé jusqu'à présent. Il nous a fallu établir un contrôle sur les prix intérieurs, et organiser le commerce de gros en luttant contre les spéculateurs qui n'ont cessé d'exploiter aussi bien les producteurs que les consommateurs, et de causer une hausse permanente des prix.

Tels sont, chers compatriotes, les résultats obtenus grâce à l'effort de tous.

Voilà pour ce qui est du passé et du présent.

Si nous essayons maintenant de définir nos objectifs pour l'avenir, nous ne manquerons pas de souligner encore une fois la nécessité de poursuivre la réorganisation du Parti, afin que celui-ci joue pleinement son rôle d'orientation. C'est là, un objectif qui doit retenir toute notre attention. Nous nous devons également de poursuivre l'organisation des structures de l'Etat. Parmi les initiatives les plus importantes que j'ai déjà mentionnées figure la création d'une commission nationale chargée de la réorganisation des services de l'administration centrale.

Parmi les tâches qu'il nous reste à accomplir de 1970 à 1973, figure l'exécution du plan quadriennal de développement.

Je me suis abstenu volontairement d'évoquer ce plan, car je préfère qu'il fasse l'objet d'un examen à l'échelle nationale, ce qui aura effectivement lieu dans les prochains mois. Tout ce que nous pouvons en dire, pour le moment, c'est que son application renforcera l'indépendance de notre pays sur tous les plans, étant donné qu'il embrassera tous les domaines et que sa réalisation nécessitera un budget de 2.500 à 3.000 milliards.

Il n'est pas douteux qu'un pareil investissement aurait été impossible pour un tout autre pays du Tiers-Monde. Mais pour l'Algérie révolutionnaire, pour le peuple algérien habitué à accomplir des miracles, cela est réalisable.

L'essentiel, c'est que nous nous mobilisions pour éliminer les dépenses inutiles et augmenter la production nationale, autrement dit si nous respectons la stricte politique d'austérité à laquelle j'ai déjà fait allusion en d'autres circonstances.

L'un de nos objectifs importants se rapporte à la poursuite de la politique d'équilibre régional. Jusqu'à présent, quatre programmes spéciaux de développement ont été mis au point et dotés des budgets adéquats. Ils concernent les Wilayate des Oasis, des Aurès, de Tizi-Ouzou, et du Titteri. Nous sommes résolus à élaborer — pour l'année prochaine et dans la mesure où la situation du pays le permettra — deux nouveaux programmes similaires qui intéresseront deux autres Wilayate.

Nous comptons donc poursuivre rationnellement cette politique d'équilibre régional qui commence d'ores et déjà à porter ses fruits. Le meilleur exemple, dans ce contexte, nous est fourni par Tizi-Ouzou où le Wali, nous assure récemment que l'exécution du programme spécial dans la Wilaya avait déjà mobilisé toute la main-d'œuvre locale, et qu'il n'y subsistait plus de chômeurs.

L'application de la politique d'équilibre régional se poursuivra jusqu'à son terme, car elle est un impératif vital pour l'ensemble du pays.

Nous n'omettrons pas de signaler, parmi nos objectifs, la continuation du Service National. Celui-ci deviendra progressivement l'un des moyens essentiels d'éducation et de formation de notre jeunesse, qu'il fera participer efficacement à la nouvelle bataille qu'affronte la nation.

Quant à la réforme de l'enseignement et à l'arabisation, j'ai déjà eu à en traiter dans le cadre des problèmes économiques et sociaux.

La réforme de l'enseignement est également une nécessité. Chacun de nous doit s'efforcer d'apprendre la langue arabe qui est la langue nationale et qui garantira la promotion des fonctionnaires. Pour ceux qui prétendraient que les moyens d'apprendre l'arabe sont insuffisants, je dirais que certains apprennent actuellement des langues étrangères, et négligent pendant ce temps de consacrer le temps nécessaire à l'apprentissage de l'arabe. C'est, à mon sens, une grave erreur, car il est plus judicieux et plus logique d'apprendre sa langue nationale avant d'entreprendre l'étude d'une langue étrangère.

L'affaire se réduit maintenant au respect d'un rendez-vous, puisque le Conseil de la Révolution et le Gouvernement ont pris la décision de faire de l'année 1971, la date limite au terme de laquelle la connaissance de l'arabe sera exigée de tout candidat postulant une fonction publique.

Nous en arrivons maintenant à la Révolution Agraire qui a fait l'objet de nos propos dans de nombreuses circonstances.

Je me contenterai de répéter aujourd'hui que la réalisation de cette Révolution est l'une des tâches que nous ambitionnons d'exécuter.

Pour ce qui a trait à l'organisation des travailleurs, nous œuvrons à la mise au point d'un nouveau code qui réglementera leur travail

dans toutes les entreprises économiques et commerciales, de sorte que les travailleurs auront le droit d'exercer un droit de regard sur la gestion de l'entreprise qui les emploie. Ce code sera promulgué sinon dans les prochains mois du moins dans le courant de l'année prochaine. Il réglera les problèmes des travailleurs de façon définitive, par l'institution, en particulier, des conseils des travailleurs au niveau des unités de production, ce qui nous permettra de nous libérer des structures archaïques, telles que les conseils d'administration qui sont incompatibles avec la Révolution que nous menons actuellement.

En évoquant maintenant les problèmes financiers, nous reprenons le thème de la politique d'austérité pour dire que cette politique doit être poursuivie.

Nous prendrons d'ailleurs, au cours des prochains mois, les mesures adéquates qui feront de l'austérité un principe dont le respect s'imposera à tous. Tant que nous n'avons pas mis fin au chômage, et tant que nous n'avons pas transformé radicalement la situation misérable qui est le lot de nombreux compatriotes, nous ne pourrions pas penser à améliorer encore plus la situation de ceux qui sont plus favorisés.

Notre préoccupation première doit être donc d'améliorer le sort de ceux qui endurent la misère, la pauvreté et les privations, puisqu'aussi bien l'Algérie appartient à tous les Algériens, et que chaque citoyen doit pouvoir y jouir de la liberté et de l'indépendance et goûter aux fruits des transformations opérées par la Révolution.

Un autre objectif inscrit dans le programme du Pouvoir révolutionnaire, consiste dans la formation de cadres en quantité et en qualité suffisantes.

J'ai abordé ce thème en parlant tout à l'heure de l'extension de l'enseignement, de l'édification de nouveaux lycées, de nouveaux instituts et nouvelles universités.

Permettre à chaque citoyen d'exercer un travail est un autre objectif qui requiert de gros efforts, mais il n'est pas au-dessus de nos moyens, car l'on peut se demander quelle peut être l'utilité de la Révolution et de la politique socialiste qui en émane, si l'une et l'autre s'avèrent impuissantes à trouver une solution au problème du chômage.

Tels sont, chers frères, les objectifs fondamentaux que j'ai tenté de vous exposer brièvement à l'occasion de votre conférence.

Nous pouvons dire, pour conclure, que l'année 1970 sera une année fertile en activités créatrices sur tous les plans et à tous les niveaux, et que l'effort consenti au cours des années précédentes commence à porter ses fruits.

Nous ajouterons que l'année 1970 verra la poursuite de l'application du principe de démocratisation et de décentralisation.

En 1970 également, nous entamerons le processus qui doit aboutir à la construction du dernier étage de l'édifice étatique, en réorganisant les appareils centraux. Ce sera, à la fois, la fin d'un étage et l'amorce d'une étape nouvelle.

Avant de terminer mon exposé je vous souhaite, comme je souhaite à tous les compatriotes et au peuple algérien tout entier qu'une nouvelle année ne sera pas écoulée avant que notre pays n'ait remporté de nouvelles victoires et que notre peuple n'ait consolidé davantage cet édifice grandiose qu'est l'Algérie indépendante, l'Algérie libre et souveraine, l'Algérie enfin, de la dignité, de la Révolution et de la justice authentique.

Gloire éternelle à ceux qui ont permis à ce pays et à ce peuple de recouvrer leur dignité, et leur ont ouvert toutes grandes les portes de l'avenir, de la justice sociale et de la prospérité.